



nement brésilien, de cette dette obligataire, laquelle, selon le décret-loi n.º 2.073 du 8 mars 1940 est la seule reconnue par le Gouvernement brésilien.

II — Chaque compromis d'arbitrage mentionnera les noms des arbitres et la nature exacte des questions soumises à leur appréciation, aussi bien que les conditions de rémunération dont le quantum sera déduit de la valeur à payer à la Compagnie de Port de Para et aux obligataires de la Compagnie de Chemin de fer São Paulo-Rio Grande. Les arbitres devront se réunir à Rio de Janeiro dans un délai de trente jours à compter de leur désignation.

III — Le Ministère brésilien des Finances, par l'entremise de ses organismes juridiques et techniques, fera le nécessaire pour faciliter aux arbitres l'examen des archives et la documentation nécessaires.

IV — Dans les cas où les deux arbitres de chaque question se trouveraient, après un délai de 120 jours, à compter de leur désignation, dans l'impossibilité d'aboutir à un accord, le Gouvernement brésilien et français par accord commun et dans le délai de trois mois suivant, désigneront un tiers-arbitre conciliateur. Si les deux Gouvernements n'arrivaient pas à un accord sur le choix de l'arbitre conciliateur, ils solliciteront du Président de la Cour Internationale de Justice la désignation d'un tiers arbitre dans le délai de soixante jours.

V — Le tiers-arbitre s'efforcera d'établir un accord entre les deux premiers arbitres et ce n'est que dans l'impossibilité d'une solution conciliatrice qu'il fera connaître sa propre décision finale dans un délai de 180 jours à compter de sa désignation.

VI — Une fois rendues les décisions finales visées aux paragraphes ci-dessus, le Gouvernement brésilien, pour leur exécution, procédera immédiatement aux demandes des crédits budgétaires nécessaires, par message au Pouvoir Législatif.

VII — Il est entendu que les arbitres désignés pour résoudre la question de la Compagnie de Chemin de fer São Paulo-Rio Grande auront la faculté, dans les 45 jours suivants la désignation, de décider de l'opportunité de déterminer un acompte à valoir sur l'indemnisation définitive des obligataires.

Compte-tenu des dispositions du décret-loi n.º 2.073 du 8 Mars 1940 et de celles qui figurent dans les accords antérieurs de 1946 et 1951, les disponibilités nécessaires pour faire face au paiement de cet acompte seront prélevées sur le solde de Frs. 991.157.611 (neuf cent quatre-vingt onze millions cent cinquante sept mille six cent onze francs), existant alors chez la Banque de France au compte "F-295 — Gouvernement brésilien — accord du 14 Juillet 1951". Le paiement devra être effectué moyennant opposition d'une estampille sur les obligations, par l'établissement bancaire choisi par le Gouvernement brésilien, en accord avec l'Association Nationale, cette opération étant contrôlée par des représentants du Gouvernement brésilien.

Il appartiendra au Gouvernement brésilien de procéder aux mouvements de ce compte "F-295 — Gouvernement brésilien — accord du 14 Juillet 1951", et d'autoriser, pour les fins prévues dans le présent alinéa, les virements nécessaires pour l'approvisionnement de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, le versement initial devant être de 200.000.000 francs (deux cent millions de francs) et devant être complété par des versements

complémentaires de 100.000.000 francs (cent millions de francs) chaque fois que le solde au mains de l'Associations Nationale sera inférieur, selon justification, au montant de 100.000.000 francs (cent millions de francs).

ARTICLE 4

Compte-tenu des arrangements qu'il a passés avec la Superintendance des entreprises incorporées au Patrimoine national afin de déterminer les modalités de liquidation des dettes, d'un montant global en principal, de 5.683.245,90 cruzeiros (cinq millions six cent quatre-vingt trois mille deux cent quarante cinq cruzeiros quatre-vingt dix centavos), de cet organisme à l'égard de la Chase National Bank of the City of New York, de la Brazil Railway Cie et de l'une de ses filiales, la Compagnie du Port de Rio de Janeiro, le Gouvernement brésilien s'engage, en vue d'effectuer le paiement de ces dettes dans les conditions visées dans le "procès-verbal sur la remise des titres" daté du 28 Octobre 1949 signé par la Superintendance, à faire le nécessaire pour présenter les demandes requises de crédit au Pouvoir Législatif le 7er. Juillet 1956 si, à cette date, ce paiement n'était pas intervenu par les soins de la Superintendance.

ARTICLE 5

Le Gouvernement français fera tout ce qui est en son pouvoir pour

DETTE EXTERIEURES BRÉSILIENNE

(Union, États et Municipales)

Emprunt en Francs Français

Emprunts		Valeurs en Francs	
		Circulation actuelle	Prix de rachat par titre
1. Union	1909	17.610.000	2.500
2. Union	1910	34.305.000	2.500
3. Union	1911	27.615.000	2.500
4. Union — G	1916	13.850.000	2.500
5. Union — V.R.	1922	8.482.500	2.500
6. Union Itapura-Corumbá	1908/9	10.133.000	2.500
7. Union-Funding 20 anos	1931	14.805.450	1.000
8. Union-Funding 40 anos	1931	24.704.680	800
9. Amazonas	1906	12.865.050	275
10. Amazonas	1915	4.379.475	150
11. Maranhão	1910	3.203.400	600
12. Ceará	1910	3.347.500	650
13. Rio Grande do Norte	1910	1.400.500	500
14. Pernambuco	1909	7.677.900	900
15. Alagoas	1909	3.266.450	275
16. Bahia	1888	1.619.000	500
17. Bahia	1910	7.338.600	600
18. Espírito Santo	1908	1.268.625	825
19. Paraná	1905	1.266.300	900
20. Paraná	1912	2.933.700	700
21. Paraná	1916	855.000	300
22. Minas Gerais	1907	1.912.500	1.500
23. Minas Gerais	1910	8.480.000	1.000
24. Minas Gerais	1911	4.374.000	1.000
25. Minas Gerais	1916	2.244.000	500
26. Salvador	1905	4.233.500	500

* — Prix du titre de 500 francs français.

TRADUÇÃO

Embaixada de França no Brasil — Rua 4 de maio de 1956.

Senhor Ministro,

Como resultado dos entendimentos realizados no Rio de Janeiro entre representantes dos Governos do Brasil e da França e da "Association

que le compromis d'arbitrage signé le 10 avril 1952 pour la détermination de la valeur de rachat des obligations de la Compagnie Victoria-Minas visées dans le décret-loi n.º 4.352 du 1er Juin 1952 soit mis à exécution dans un délai de 18 mois à compter de la signature du présent accord.

ARTICLE 6

Le Gouvernement français et l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières s'engagent à ne pas appliquer, à l'avenir, les réclamations éventuelles, non fondées sur le présent accord, que prendraient faire valeur auprès du Gouvernement brésilien ou d'une autre autorité publique brésilienne, les porteurs de titres visés dans l'annexe et les Compagnies et obligataires visés dans les articles antérieurs.

La présent lettre et celle de Votre Excellence de même date et de teneur identique constituent l'accord entre nos deux Gouvernements sur les questions en cause.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération. — Bernard Hardion, Ambassadeur de France au Brésil.

Son Excellence Monsieur José Carlos de Macedo Soares, Ministre des Relations Extérieures — Palais Itamaraty — Rio de Janeiro.

credores francesas, tenho a honra de comunicar a Vossa Excelência a conformidade do Governo francês a "da Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières"; com as disposições que se seguem:

ARTIGO I

I — O Governo francês colocará à disposição do Governo brasileiro, no prazo de quinze dias a contar da data da assinatura deste acordo, o débito da conta "F-295 — Gouvernement Brésilien — Accord du 14 Juillet 1951", atualmente com o saldo de Frs. 1.415.654.957 (um bilhão, quatrocentos e quinze milhões seiscentos e cinquenta e quatro mil, novecentos e cinquenta e sete francos), e a crédito de uma conta especial "Acordo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956", a ser aberta para esse fim na "Banque de France", a quantia de Frs. 424.497.346 (quatrocentos e vinte e quatro milhões, quatrocentos e noventa e sete mil, trezentos e quarenta e seis francos) para prosseguimento, por intermédio da "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières" e do Banco do Brasil S.A., do resgate dos títulos restantes em circulação dos empréstimos do União, Estados e Municípios relacionados no quadro anexo.

II — A movimentação desta conta especial será da competência do Governo brasileiro que autorizará os necessários suprimentos à "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières" e ao Banco do Brasil S.A.; estas dois organismos, ao fim de cada mês, fornecerão os demonstrativos das aplicações efetuadas.

III — O suprimento inicial à "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières" será de Frs. 100.000.000,00 (cem milhões de francos), a ser reforçado por novos adiantamentos no valor de Frs. 50.000.000,00 (cinquenta milhões de francos) sempre que o saldo em poder da mesma "Association", comprovadas as aplicações, seja inferior a 50.000.000 de francos (cinquenta milhões de francos).

IV — Se a quantia de Frs. 424.497.346 (quatrocentos e vinte e quatro milhões, quatrocentos e noventa e seis mil, trezentos e quarenta e seis francos), referida no item I, não bastar para atender os resgates dos títulos a serem apresentados, transferirá o Governo brasileiro para a "Banque de France", para crédito da conta "Acordo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956", as importâncias em francos franceses ainda necessários e cujo equivalente em cruzeiros será levado a débito, inicialmente, da conta "Acordo de Resgate Franco-Brasileiro de 1951" existente no Banco do Brasil S.A. no Rio de Janeiro.

ARTIGO II

I — O resgate dos títulos que restam em circulação dos empréstimos referidos no artigo I será realizado para os portadores residentes na zona franco caracterizada no Acordo de Pagamentos Franco-Brasileiros atualmente em vigor, por intermédio da "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières", aos preços de resgate em francos franceses estipulados nos Acordos de 1946 e 1951, mencionados em anexo, multiplicados esses preços pelo índice de revalorização (2,938542324) aplicado pelo Governo francês ao saldo existente em 8 de março de 1950 na conta "Fundo de liquidação" e conforme as disposições estabelecidas nos itens B e C do artigo VII do pre-

meio Acôrdo de Resgate. Para os não residentes na zona franco, o pagamento será efetuado em cruzeiros, no Brasil, por intermédio do Banco do Brasil S. A., feita a conversão dos francos franceses a cruzeiros à taxa oficial do dia da assinatura deste Acôrdo.

II — O preço de resgate é referente aos títulos com todos os coupons vencidos e não pagos e os coupons a vencer.

III — Os resgates nas bases acima mencionadas serão efetuados a débito dos suprimentos referidos no item II do artigo I e pelo prazo de 2 (dois) anos a contar da data da assinatura do Acôrdo. Expirado este prazo, o saldo porventura existente na conta "Acôrdo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956" e o em mãos da "Association des Porteurs Français de Valeurs Mobilières" serão imediatamente transferidos pela "Banque de France" para o Rio de Janeiro por intermédio da conta livre do Banco do Brasil S.A.

IV — O Governo brasileiro se obriga a resgatar, em cruzeiros, no Brasil e somente durante (3) três anos, e no máximo pelos preços fixados no presente Acôrdo, os títulos que não tiverem sido apresentados no prazo delecido no item III.

— O Governo brasileiro pagará, a débito da conta "Acôrdo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956", a Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières" e ao Banco do Brasil S.A. as comissões e despesas habituais necessárias à execução do presente Acôrdo.

VI — Caberá ao Ministério da Fazenda do Brasil, por intermédio do Conselho Técnico de Economia e Finanças, ajustar com a "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières", as medidas necessárias à realização dos resgates referidos neste artigo, cabendo ainda aos referidos órgão e à Contadoria Geral da República efetuar o controle da utilização dos fundos que permaneceram em França à data do encerramento da conta "Fundo de Liquidação" criado pelo Acôrdo de Resgate de 8 de março de 1946. Os Ministérios da Fazenda e das Relações Exteriores deverão promover oportunamente a verificação e incineração dos títulos resgatados.

ARTIGO III

I — Tendo em vista a impossibilidade verificada, até o presente de entendimento entre as partes diretamente interessadas, o Governo brasileiro e o Governo francês assinam dois compromissos de arbitragem para determinar:

1º — No que se refere à Companhia Port of Pará: o valor da indenização devida pelo Governo Federal pela incorporação dessa Companhia ao Patrimônio Nacional Brasileiro; e

2º — No que se refere à Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande: o valor atual para resgate das obrigações de 500 francos nominais, a 5%, emitidas pela Companhia e ainda em circulação.

A assinatura do primeiro compromisso de arbitramento será realizada no prazo de 60 dias a contar da comunicação pelo Governo francês ao Governo Brasileiro de estar devidamente autorizado pela Companhia Port of Pará.

A assinatura do segundo compromisso de arbitramento será efetuada no prazo de 60 dias a contar da comunicação pelo Governo francês ao Governo Brasileiro de estar devidamente autorizado pelos represen-

tantes dos obrigacionistas da Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande e de ter recebido uma declaração formal desta Companhia informando ter tomado conhecimento, do entendimento relativo à liquidação direta pelo Governo brasileiro da dívida correspondente a aquelas obrigações, a qual, nos termos do Decreto-lei n.º 2.073, de 8 de março de 1940, é a única dívida reconhecida pelo Governo brasileiro.

II — Cada compromisso de arbitramento mencionará os nomes dos árbitros designados bem como a exata natureza da questão que lhes é submetida e as condições de remuneração cujo "quantum" será deduzido do valor a ser pago à Companhia Port of Pará e aos obrigacionistas da Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande. Os árbitros deverão reunir-se no Rio de Janeiro, no prazo de trinta dias a contar de sua designação.

III — O Ministério da Fazenda, por intermédio dos seus órgãos jurídicos e técnicos, providenciará seja facilitado aos árbitros o exame dos arquivos e documentação que forem julgados necessários.

IV — No caso de os dois árbitros de cada questão não chegarem a uma solução no prazo de 120 dias a contar de sua designação, os Governos brasileiro e francês, de comum acôrdo e no curso do mês seguinte, designarão um terceiro árbitro conciliador. Se os dois Governos não chegarem a um acôrdo sobre a escolha do árbitro conciliador, eles solicitarão ao Presidente da Corte Internacional de Justiça que designe o terceiro árbitro no prazo de 60 dias.

V — O terceiro árbitro procurará estabelecer um acôrdo entre os dois primeiros, cabendo-lhe, somente na impossibilidade de encontrar uma solução conciliatória, preferir a sua própria decisão final no prazo de 180 dias, a contar de sua designação.

VI — Proferidas as decisões finais mencionadas nos itens anteriores, o Governo brasileiro, para sua execução, providenciará imediatamente o encaminhamento de mensagem ao Poder Legislativo solicitando a concessão dos créditos necessários.

VII — Fica estabelecido que os árbitros designados para resolver a questão da Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande terão a faculdade, dentro de 45 dias a contar de sua designação, de decidir sobre a oportunidade de determinar um adiantamento por conta da indenização a ser paga aos obrigacionistas. Tendo em consideração as disposições do Decreto-lei n.º 2.073, de 8 de março de 1940, e as incluídas nos anteriores acordos de 1946 e 1951, e para ocorrer a esse adiantamento será utilizada parte do saldo de Frs. 991.157.611 (novecentos e noventa e um milhões, cento e cinquenta e sete mil, seiscentos e onze francos) então existente na "Banque de France" na conta "F-295 Gouvernement Brésilien Accord du 14 Juillet 1951" devendo o respectivo pagamento ser feito, mediante a aposição de carimbo indicador nas obrigações, por estabelecimento bancário escolhido pelo Governo brasileiro, de acôrdo com a "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières" e controlada essa operação por representantes do Governo brasileiro. A movimentação da conta "F-295 — Gouvernement Brésilien — Accord du 14 Juillet 1951" será da competência do Governo brasileiro, que autorizará, para os fins deste item, os necessários suprimentos à "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières", sendo o inicial de Frs. 200.000.000,00

(duzentos milhões de francos), a ser reforçado por novos adiantamentos no valor de Frs. 100.000.000,00 (cem milhões de francos), sempre que o saldo em poder da mesma "Association" controladas as aplicações efetuadas, seja inferior a essa importância.

ARTIGO IV

O Governo brasileiro, atendendo às condições referidas no "térmo de entrega de títulos de 28 de outubro de 1949", assinada pela Superintendência das Empresas Incorporadas ao Patrimônio Nacional e relativo aos débitos dessa Entidade com o "The Chase National Bank of the City of New York", com a "Brazil Railway Company" e também com uma das filiais desta, a Companhia do Porto do Rio de Janeiro, no valor inicial global de Cr\$ 5.683.245,90 (cinco milhões, seiscentos e oitenta e três mil, duzentos e quarenta e cinco cruzeiros e noventa centavos) de capital, tomará as providências necessárias a fim de que, até 1º (primeiro) de julho de 1956, seja encaminhada ao Poder Legislativo mensagem solicitando a abertura do crédito respectivo, se até então não tiver aquela Superintendência efetuado a devida liquidação.

ARTIGO V

O Governo francês enviará todos os esforços necessários para que, no

prazo máximo de 18 (dezoito) meses a contar da data da assinatura deste Acôrdo, seja efetivado o compromisso de arbitramento assinado em 10 de abril de 1952 para fixação do valor de resgate das obrigações da Companhia Estrada de Ferro Vitória a Minas referidas no Decreto-lei n.º 4.352, de 1 de junho de 1942.

ARTIGO VI

O Governo francês e a "Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières" comprometem-se a não apoiar no futuro, desde que não fundadas no presente Acôrdo, as reclamações eventuais que portadores de títulos dos empréstimos incluídos no quadro anexo e Companhia e obrigacionistas referidos nos artigos anteriores pretendam fazer valer perante o Governo brasileiro ou outra autoridade pública brasileira.

2. A presente nota e a de Vossa Excelência, da mesma data e idêntico teor constituem acôrdo entre nossos dois Governos sobre as questões em causa.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência, Senhor Ministro, os protestos da minha mais alta consideração. — Bernard Haridon Embaixador de França no Brasil.

Sua Excelência Senhor José Carlos de Macedo Soares, Ministro das Relações Exteriores — Palácio Itamaraty — Rio de Janeiro.

DÍVITA EXTERNA DO BRASIL
(União, Estados e Municípios)
Empréstimos em Frs. Franceses

Empréstimo	Valores em Franco	
	Circulação atual	Preços de resgate por título
1. União 1909	17.610.000	2.500
2. União 1910	34.305.000	2.500
3. União 1911	27.615.000	2.500
4. União — G 1916	13.850.000	2.500
5. União — V.M. 1922	8.482.500	2.500
6. União Itapura-Corumbá 1908-9	10.113.000	500
7. União — Funding 20 anos 1931	14.805.450	1.000
8. União — Funding 40 anos 1931	24.704.600	800
9. Amazonas 1905	12.865.050	275
10. Amazonas 1915	4.379.475	150
11. Maranhão 1910	3.803.400	600
12. Ceará 1910	3.347.500	650
13. Rio Grande do Norte 1910	1.400.500	500
14. Pernambuco 1909	7.677.900	900
15. Alagoas 1909	3.266.450	275
16. Bahia 1888	1.619.050	500
17. Bahia 1910	7.338.600	600
18. Espírito Santo 1908	1.208.625	825
19. Paraná 1905	1.266.300	900
20. Paraná 1913	2.023.700	700
21. Paraná 1916	855.000	300
22. Minas Gerais 1907	1.912.500	1.500
23. Minas Gerais 1910	8.480.000	1.600
24. Minas Gerais 1911	4.374.000	1.000
25. Minas Gerais 1916	2.444.000	500
26. Salvador 1905	4.293.500	500

* — Preço do título de 500 f.f.

DE/DAI/23/321.2 (42) (85) — Em 4 de maio de 1956.

Senhor Embaixador,

Com referência ao Acôrdo de Resgate hoje concluído por troca de notas entre o Ministério das Relações Exteriores e a Embaixada da França, tenho a honra de acusar recebi-

mento da nota de Vossa Excelência, da mesma data e do seguinte teor: "Par un échange de lettres en date de ce jour, le Gouvernement brésilien et le Gouvernement français ont convenus d'un arrangement en vertu duquel est instituée, entre autres, une procédure d'arbitrage pour déterminer la valeur du rachat, par le

Gouvernement brésilien, des obligations 5% de 500 francs, nominal, encore en circulation, de la Compagnie du Chemin de fer de São Paulo-Rio Grande".

"Le Gouvernement français considère que le dernier paragraphe de l'Article 3, alinéa 1, de cet accord, ne saurait être interprété comme comportant une prise de position quelconque de sa part, à l'égard des questions autres que celles qui concernent les seuls obligataires de la Compagnie São Paulo-Rio Grande".

"Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication".

2. Em resposta, Informo Vossa Excelência de que o Governo brasileiro tomou a devida nota da referida comunicação.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

José Carlos de Macedo Soares.
A Sua Excelência o Senhor Bernard Hardion, Embaixador da França, Embaixada de France au Brésil — de Janeiro, le 4 Mai 1956.

Monsieur le Ministre,
Par un échange de lettres en date de ce jour, le Gouvernement brésilien et le Gouvernement français sont convenus d'un arrangement en vertu duquel est instituée, entre autres, une procédure d'arbitrage pour déterminer la valeur de rachat, par le Gouvernement brésilien, des obligations 5% francs, nominal, encore en circulation, de la Compagnie du Chemin de fer de São Paulo-Rio Grande.

Le Gouvernement français considère que le dernier paragraphe de l'Article 3, alinéa 1, de cet accord, ne saurait être interprété comme comportant une prise de position quelconque de sa part, à l'égard des questions autres que celles qui concernent les seuls obligataires de la Compagnie São Paulo-Rio Grande.

"Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération. — *Bernard Hardion*, Ambassadeur de France.

Tradução
Embaixador de França no Brasil — Rio de Janeiro, em 4 de maio de 1956.
Senhor Ministro,

Por trocas de notas datadas de hoje o Governo brasileiro e o Governo francês convieram num ajuste em virtude do qual fica instituído, entre outros, um processo de arbitragem a fim de determinar o valor de resgate pelo Governo brasileiro das obrigações de quinhentos francos nominais, a 5% da Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande e ainda em circulação.

O Governo francês considera que o último parágrafo do artigo 3, item 1, do presente Acordo, não pode ser interpretado como implicando qualquer decisão da sua parte em assuntos outros que não os unicamente concernentes aos obrigacionistas da Companhia São Paulo-Rio Grande.

Muito agradecerá a Vossa Excelência o recebimento da presente comunicação.

Queira aceitar, Senhor Ministro, os protestos da minha mais alta consideração. — *Bernard Hardion*, Embaixador de França.

A Sua Excelência o Senhor José Carlos de Macedo Soares, Ministro do Estado das Relações Exteriores — Palácio Itamaraty — Rio de Janeiro.

MINISTÉRIO DA VIAÇÃO E OBRAS PÚBLICAS

Departamento Nacional de Estradas de Ferro

DIVISÃO DE PLANOS E OBRAS

No termo de restabelecimento e modificação ao de ajuste de tarefa celebrado entre este Departamento e a Firma Sampaio Netto, publicado no *Diário Oficial* de 23 de junho de 1956, fazem-se as seguintes retificações:

Na Página 12.292: — Acrescente-se: (200.000 m³) acrescido de até mais cento e noventa mil metros cúbicos (190.000 m³) — Cláusula segunda: — Onde se lê: pelo — Leia-se: pelo "De — Cláusula terceira: — Onde se lê: terras — Leia-se: terras — Cláusula décima sexta: — Acrescente-se: instalações usadas serão pagos com prévia dedução da respectiva depreciação — Onde se lê: decorrentes — Leia-se: correntes: — Cláusula décima sétima — Onde se lê: (6) Leia-se (60) — Acrescente-se após o mês vencido.

Térmo aditivo aos termos de ajuste de tarefa celebrados entre o Departamento Nacional de Estradas de Ferro e a firma Nello Selmi-Dei, para construção de um trecho ferroviário, até o limite máximo de 500.000 m³, compreendido entre as estacas 1.400 a 1.690, da Ligação D. Silvério — São Domingos de Prata Nova Era, no Estado de Minas Gerais.

Aos vinte e cinco (25) dias do mês de junho do ano de mil novecentos e cinquenta e seis (1956), na sede do Departamento Nacional de Estradas de Ferro, o engenheiro Jaime Spinola Teixeira, Diretor-Geral do citado Departamento e a firma Nello Selmi-Dei, neste ato representada pelo Senhor Olemar Amâncio Fernandes, ajustam o presente termo aditivo ao de ajuste de tarefa firmado em 10 de novembro de mil novecentos e quarenta e nove (1949) para construção de um trecho até o limite máximo de 300.000m³ e ao novo termo de ajuste firmado em 23 de abril de 1955 para execução de serviços de terraplenagem, até o limite máximo de 200 000 m³ adicionais de escavação, no trecho ferroviário compreendido entre as estacas 1.400 e 1.690, na ligação D. Silvério — São Domingos de Prata — Nova Era, no Estado de Minas Gerais, de acordo com a minuta aprovada pelo Senhor Ministro da Viação e Obras Públicas em despacho de 28 de dezembro de 1955, exarado no processo 48.710-55, do referido Ministério, para alteração da cláusula décima quarta (14.ª) do termo de ajuste, a qual passa a ter a seguinte redação: Cláusula Décima Quarta. — A outorgada tarefa ficará responsável até seis (6) meses depois da medição final, pela exatidão e segurança dos trabalhos. Como garantia da fiel execução do presente termo de ajuste de tarefa, a outorgada tarefa depositou no Tesouro Nacional, conforme recibo passado na guia para recolhimento de caução, número setenta e sete (77), de 9 de novembro de 1949, a importância de vinte mil cruzeiros (Cr\$ 20.000,00), em 20 apólices da Dívida Pública Federal, no valor de mil cruzeiros (Cr\$ 1.000,00) cada uma, a título de

caução inicial. Na ocasião de cada pagamento e antes de ser expedida a respectiva requisição, o tarefairo comprovará o recolhimento da caução de cinco por cento (5%) sobre a medição a ser paga, mediante guia a ser expedida pelo órgão competente do D. N. E. F. a título de reforço de caução e até que a mesma atinja a quantia de quinhentos mil cruzeiros (Cr\$ 500.000,00). Tais recolhimentos poderão ser feitos em dinheiro ou em títulos da Dívida Pública Federal. Tanto a importância total do reforço recolhido aos cofres públicos como a de vinte mil cruzeiros (Cr\$ 20.000,00) da caução inicial serão devolvidas seis (6) meses depois da medição final, com os descontos decorrentes da reparação e reconstrução dos serviços e obras medidos e pagos ao tarefairo caso se venha a verificar a necessidade da reparação e reconstrução citadas. Este termo aditivo só entrará em vigor depois de registrado pelo Tribunal de Contas, não se responsabilizando o Governo por indenização alguma se for denegado o registro, conforme se acha previsto na alínea f, do parágrafo 1.º do artigo 775 do Regulamento de Contabilidade Pública. E, por assim haverem acordado, e tendo a firma pelo seu representante acima mencionado, apresentado todos os documentos exigidos, mandou o Diretor Geral do Departamento Nacional de Estradas de Ferro lavrar o presente termo aditivo que, depois de lido e achado conforme, vai pelo mesmo assinado, pelo citado senhor Olemar Amâncio Fernandes, pelas testemunhas Nair Freire de Almeida Monteiro, escrevente-dactilógrafo ref. 21, da TUM do M. V. O. P., Domitilla Martins da Silva, escrevente-dactilógrafo referência 22, da mesma tabela e Ministério e por mim, Maria Elisa Lago, escrevente-dactilógrafo referência 22, da TUM do M. V. O. P., que o escrevi. Rio de Janeiro, 25 de junho de 1956. — Jaime Spinola Teixeira. — pp. Olemar Amâncio Fernandes. — Nair Freire de Almeida Monteiro. — Domitilla Martins da Silva. — Maria Elisa Lago.

N.º 20.243 — 25-6-56 — Cr\$ 306,00

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA

Primeiro Termo Aditivo ao contrato de cooperação celebrado a 25 de julho de 1955, entre o Governo da República dos Estados Unidos do Brasil e a Cia. Agro Pecuaría Boa Fortuna S. A., regulando a execução e pagamento das obras necessárias à irrigação das terras de sua propriedade, nas Fazendas Boa Fortuna e Salgada, no município de Itaperuna, Estado do Rio de Janeiro, e publicado no "Diário Oficial" da União em 2 de agosto de 1955.

Aos dezoito (18) dias do mês de junho de ano de mil novecentos e cinquenta e seis (1956), presentes na sede da Divisão de Águas, do Departamento Nacional de Produção Mineral, do Ministério da Agricultura, na sua Seção de Irrigação, a avenida Pasteur 404, o Sr. José Rodrigues

de Oliveira Santos, Engenheiro referência 28, e Chefe da Seção de Irrigação, na qualidade de representante do Sr. Ministro da Agricultura, de acordo com a Portaria de Delegação de Competência número 486, de 3 de maio de 1956, e a Cia. Agro Pecuaría Boa Fortuna S. A. sediada no município de Itaperuna, Estado do Rio de Janeiro, representada pelo Diretor Gerente, Sr. Rubens Garcia Bastos, únicos senhores e possuidores das propriedades denominadas "Boa Fortuna" e "Salgada", no município de Itaperuna, Estado do Rio de Janeiro, acordaram em assinar este Primeiro Termo Aditivo ao contrato de cooperação assinado a 25 de julho de 1955 e publicado no "Diário Oficial" da União em 2 de agosto de 1955, para, de conformidade com a cláusula sexta do contrato citado, fazer as seguintes alterações: Cláusula Primeira — Para conclusão das obras iniciadas no exercício de 1955, com a importância de Cr\$ 400.000,00 (quatrocentos mil cruzeiros) especificada no contrato primitivo, acima referido, fica atribuída, no corrente exercício, a importância de Cr\$ 200.000,00 (duzentos mil cruzeiros), custeada à conta do crédito aberto ao Ministério da Agricultura de acordo com a Lei número 2.665, de 6 de dezembro de 1953, Verba 3.0.00 — Desenvolvimento Econômico e Social — Consignação 3.1.00 — Serviços em Regime Especial de Financiamento — Subconsignação 3.1.06 — Irrigação e energia hidráulica. 2) — Construção de campos em cooperação com particulares nos moldes do Decreto-lei número 1.498, de 9 de agosto de 1939. Cláusula Segunda. — A quantia de Cr\$ 200.000,00 (duzentos mil cruzeiros), destinada ao término das obras, deverá ser recolhida pela Beneficiária, de conformidade com a cláusula terceira deste Termo Aditivo, em dez (10) prestações anuais e proporcionais às colheitas, juntamente com as prestações estipuladas no contrato primitivo, até o 12.º mês de cada ano, a contar da data do registro deste termo aditivo pelo Tribunal de Contas. Cláusula Terceira. — A cláusula oitava do contrato primitivo, em virtude do despacho exarado pelo Sr. Ministro da Agricultura no requerimento que lhe foi endereçado pela Beneficiária (processos: D.Ag. 5.163-55), passará a ter a seguinte redação: O prazo deste contrato será de dez (10) anos, contados da data do seu registro no Tribunal de Contas. Cláusula Quarta. O presente termo aditivo só entrará em vigor depois de registrado pelo Tribunal de Contas, não se responsabilizando o Governo Federal por indenização alguma, se for denegado o registro. E, para firmeza e validade do estipulado, lavrou-se o presente termo aditivo que, depois de lido e achado conforme, vai assinado pelas partes contratadas já mencionadas, pelas testemunhas Marino Verissimo de K, interino, da Divisão de Águas, do D. N. P. M. do Ministério da Agricultura e Osvaldo da Silva Lopes, Escriturário classe F, da Divisão de Águas, do D. N. P. M., do Ministério da Agricultura e por mim, José Rodrigues